

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 3 MAI 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2007
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : *ASET0750676M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération française du bâtiment Midi-Pyrénées ;
La fédération régionale des SCOP BTP Sud-Ouest,

D'une part, et

La CFDT ;
La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application des articles XII-8 et XII-9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part ;

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du bâtiment,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Midi-Pyrénées se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment en Midi-Pyrénées comme suit :

Barème des salaires au 1^{er} mai 2007

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 300,00	8,57
– position 2	170	1 327,70	8,75
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 404,90	9,26
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 533,57	10,11
– position 2	230	1 636,51	10,79
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 739,45	11,47
– position 2	270	1 842,38	12,15

Article 2

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Haute-Garonne et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

Article 3

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Toulouse, le 3 mai 2007.

(Suivent les signatures.)